

## 8ème forum de l'écologie : Entreprises et écologie (2<sup>e</sup> partie)

13/12/22

Les invités de ce 8<sup>e</sup> forum de l'écologie sont le Collectif 2030, IBA et Thalès

### 1. Collectif 2030

2030 est un collectif de CEOs et d'administrateurs et d'administratrices belges lancé fin 2020 pour échanger sur le besoin pressant de transformations sociétales et la nécessaire réinvention des entreprises. Leurs valeurs clés sont :

- Bienveillance
- Rigueur intellectuelle
- Ouverture d'esprit
- Sens de l'action
- Confiance
- Vision systémique
- Transparence

L'idée derrière la création du collectif était de regrouper les forces, les volontés et les dynamiques de transformation dans les entreprises belges afin de s'en inspirer mutuellement et de travailler en commun. L'objectif est que les membres agissent au sein de leurs propres entreprises et non d'agir en tant que bloc.

Pour soutenir les actions individuelles et collectives contribuant à la construction d'une société juste, inclusive et prospère dans les limites planétaires, 2030 se concentre sur 3 axes stratégiques.

#### **ECHANGER**

Échanger leurs expériences et questionnements sur la transformation de nos entreprises vers des activités plus durables contribuant aux Objectifs de Développement Durable des Nations Unies

#### **INFORMER**

Informers sur les questions clés pertinentes pour ces transformations

#### **SENSIBILISER & COMMUNIQUER**

Sensibiliser et communiquer vers l'extérieur du groupe en rendant compte de leurs actes

Ainsi, 2030 propose 10 soirées par an, en alternant entre des études de cas (5 sessions) présentées par leurs membres et des sessions thématiques (4 sessions) transversales présentées par des experts externes. Les soirées sont divisées entre la présentation et des

échanges en sous-groupes, permettant ainsi le partage d'expériences et le développement, via l'intelligence collective, de nouvelles connaissances. Leur programme est alimenté par les propositions de leurs membres et est susceptible d'évoluer en cours d'année, en fonction des opportunités et du fruit des échanges.

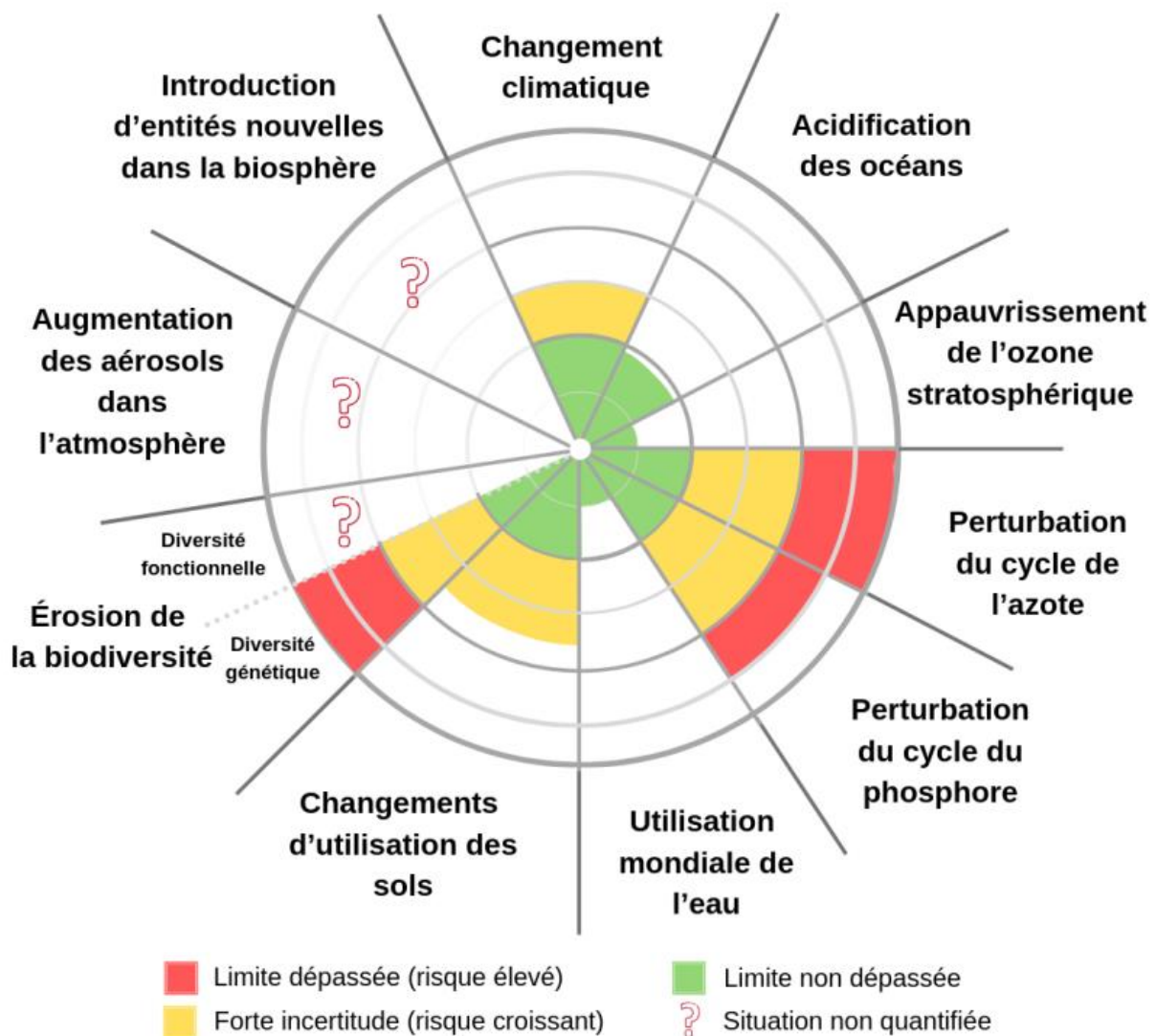
La présentation a pour objectif de présenter une vision d'un monde plus durable d'un point de vue humain, sociétal, environnemental et économique. Les entreprises en tant qu'acteurs importants et puissants de notre société ne doivent pas faire partie du problème mais de la solution. C'est pourquoi, il est important de repenser le rôle et la raison d'être des entreprises en passant d'une vision où le profit est une fin en soi vers une vision où le profit est un moyen au service d'une fin entrepreneuriale supérieure.

Aujourd'hui nous sommes dans l'anthropocène, c'est-à-dire qu'aujourd'hui la force de transformation dominante du système terre c'est l'être humain, là où auparavant ces forces étaient naturelles. Aujourd'hui, le problème que nous rencontrons est qu'au niveau environnemental global, le taux de variation des données planétaires est tellement important qu'il déstabilise l'ensemble de l'écosystème planétaire.

Le concept des limites planétaires définit un espace de développement sûr et juste pour l'humanité, fondé actuellement sur neuf {1} processus biophysiques qui, ensemble, régulent la stabilité de la planète : le changement climatique, l'érosion de la biodiversité, la perturbation des cycles biogéochimiques de l'azote et du phosphore, les changements d'utilisation des sols, l'acidification des océans, l'utilisation mondiale de l'eau, l'appauvrissement de l'ozone stratosphérique, l'augmentation des aérosols dans l'atmosphère, l'introduction d'entités nouvelles dans la biosphère.

Le concept offre ainsi une vision globale et transversale des risques planétaires car il permet de suivre les interactions entre ces différents domaines. La raréfaction des ressources (fossiles, minérales) n'est pas prise en compte dans les limites planétaires, car elle n'est pas considérée comme un système risquant de basculer dans un état radicalement différent susceptible de menacer la vie humaine.

Des seuils quantitatifs ont été définis pour sept des neuf limites. En 2009, l'équipe de chercheurs menée par Johan Rockström indiquait que trois d'entre elles étaient franchies (changement climatique, érosion de la biodiversité, perturbation du cycle de l'azote). Lors de la révision du modèle conceptuel (Steffen et al., 2015), de nouveaux seuils prennent alors en compte le niveau régional et l'hétérogénéité des processus. Une nouvelle limite est franchie (changements d'utilisation des sols). S'il suscite parfois de nombreux débats, le concept des limites planétaires est aujourd'hui reconnu et adopté aux niveaux européen (AEE, Commission européenne) et international (notamment par les Nations Unies).



*D'après Steffen et al., Science, 2015*

{1} Schéma limites planétaires.

### Questions :

- Nous savons aujourd'hui qu'un certain nombre d'innovations peuvent nous aider à diminuer les impacts possibles. Selon vous, est-ce que le modèle présenté ici inclut-il les innovations possibles et donc celles que l'on ne connaît pas encore aujourd'hui ? Ou est-ce que l'innovation n'aura pas d'impact du tout ? S'agit-il de simples conseils ?

Il s'agit ici de définir dans l'état actuel des choses une sorte de constat. Néanmoins, on peut toujours se demander dans quelles mesures nos technologies brillantes vont nous permettre d'agrandir les limites planétaires, ou encore dans quelles mesures les ont-elles réduites ?

- En matière de phosphate et de nitrate, vous dites qu'en terme de flux biogéochimiques nous sommes au-delà de la limite dépassée, concrètement qu'est-ce que cela veut dire ?

Avec la charge de nitrate et de phosphate que l'on met dans le système on arrive à un problème et d'un autre côté, il y a un épuisement au niveau du phosphate. Tout cela est lié au problème de la culture intensive, à la qualité des sols, etc.

- Est-ce que la baisse de phosphate et de nitrate a conduit à une baisse de rendement agricole au niveau mondial ?

Oui, c'est possible.

## Rapport sur les ODD 2022

→ Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est gravement menacé par des crises multiples, en cascade et croisées, où prédominent la COVID-19, les changements climatiques et les conflits.

→ Toutes ces crises, et leurs interactions complexes, ont un impact sur l'ensemble des objectifs de développement durable.

→ Elles entraînent dans leur sillage d'autres crises dans les domaines de l'alimentation et de la nutrition, de la santé, de l'éducation, de l'environnement, de la paix et de la sécurité.

## 2. IBA

IBA développe, fabrique et prend en charge des dispositifs médicaux et des solutions logicielles pour le traitement du cancer. L'entreprise a 4 grands domaines d'activités (thérapies à proton, la Radiopharma, les solutions industrielles et la dosimétrie et assurance qualité).

L'entreprise repose sur des engagements sociétaux durables (Incorporer IBA en Wallonie pour rendre à sa communauté et créer des emplois de haute qualité ; Promouvoir l'ancrage local et l'actionariat salarié ; Se tenir à l'écart des entreprises nuisibles ; Droits de vote double pour les actionnaires à long terme afin d'éviter la spéculation ; Participation accrue de la direction actuelle au capital d'IBA ; Partage des dividendes pour tous les employés ; Certifié B Corp ; Etc.)

### Benefit Corporation

Il s'agit d'un outil d'évaluation des entreprises qui certifie les entreprises qui le souhaitent et qui intègrent donc une communauté unique d'entreprises qui croient en "l'entreprise comme force du bien". Cela est rendu possible en équilibrant objectif et profit : une valeur partagée et durable pour toutes leurs parties prenantes, en respectant des normes élevées et vérifiées en matière de performances sociales et environnementales, de transparence et de responsabilités. Il ne s'agit pas d'un produit ou d'un service mais de l'ensemble de l'activité qui se cache derrière le produit/service.

Quelques exemples d'initiatives chez IBA : faire de l'écodesign de nos produits et donc du plus gros impact, travailler sur le cycle de vie des machines chez les fournisseurs et sur l'usage des machines, ainsi que sur leurs propres process. La deuxième grosse empreinte est relative à la mobilité. Ainsi, l'entreprise investit dans des abris de voiture solaire, la mobilité douce des employés, etc.

## L'innovation

Il est important de savoir que les systèmes complexes sont en équilibre avec des relations non linéaires, des qualités et des causalités multiples, etc. On peut penser que, si on a suffisamment de connaissances, si on met si suffisamment d'efforts, on va pouvoir contrôler les systèmes complexes et en fait, non, on peut perdre le contrôle et le contrôle absolu et la sécurité absolue quand on est face à des systèmes complexes.

→ L'optimisme technologique n'est pas une position éthique tenable face à des conséquences potentielles irréversibles et sévères.

Ingrédients d'une gouvernance de l'innovation.

Des processus de décisions concernant le développement et le déploiement de technologies devraient être :

- transparents et dynamiques (l'ignorance existe, la connaissance évolue)
- fondés sur évaluations plurielles et conditionnelles (approche systémique, contextualisation)
- appliquant le principe de précaution (enjeux élevés, incertitude, ignorance)
- prenant en compte l'irréversibilité des conséquences négatives potentielles
- reconnaissant la possibilité de surprises
- valorisant la diversité des solutions de façon à renforcer la résilience
- maintenant plusieurs options ouvertes, tout en acceptant de fermer les voies inappropriées
- adaptatifs, permettant de revisiter les choix et les décisions
- jugeant les innovations à la lueur des valeurs et objectifs de la société

## Conclusion

Mettre la durabilité au cœur de toute réflexion sur la raison d'être et la finalité d'une entreprise

Conséquences potentielles :

→ La mission est remplie en harmonie avec le bien-être humain, la planète et nos valeurs et aspirations en tant que société ;

→ Une diminution des pratiques non-éthiques et du marketing ad absurdum visant à entretenir des consommations insoutenables et les modes de productions correspondants.

## Questions :

- Des entreprises réussissent à se transformer seules et ce que vous pourriez nous évoquer les ingrédients qui ont été les moteurs de votre transformation. Qu'est ce qui a fait que vous ayez voulu prendre un lead sur cette dimension environnementale ? Les étudiants sont très conscients de toutes ces problématiques de « people » et de planète mais de moins en moins de profits, comment peut-on réajuster le tir pour que les 3 fassent un ensemble cohérent ?

Il s'agit avant tout d'une vision personnelle, chez IBA c'est vraiment le leadership à la base du président du Conseil, Pierre Mottet, du fondateur Yves Jongen et du CEO Olivier Legrain. C'est leur engagement, leur vision, leur compréhension personnelle des enjeux qui a fait qu'ils ont déclenché cette démarche chez IBA et pour les membres de 2030 en général, j'ai l'impression que c'est souvent ça, ce sont des prises de conscience, chacun en vient aux enjeux de durabilité par son propre chemin

Ensuite, on se retrouve de nouveau dans une asymétrie. Le profit est un moyen, les étudiants ne peuvent pas oublier complètement qu'ils sont dans un système entrepreneurial qui fonctionne avec un profit pour survivre et pour réinvestir dans la RD, pour rémunérer le risque de l'actionnaire, etc. Si vous laissez le profit à son statut de moyen, au profit d'une fin ultime, au service d'une fin ultime, ça peut marcher.

### 3. Thales Alenia Space Belgium

Thales Alenia Space Belgium, est un équipementier électronique dans le secteur spatial. Également membre du collectif 2030, il participe au forum en son nom propre et vient exposer sa vision de la durabilité au sein d'une entreprise. Réflexion en 2 temps : une présentation de quelques réflexions nées des actions en termes de durabilité menées chez Thales (en présentant les difficultés rencontrées liées au cadre, au système) et une présentation de réflexions plus globales sur ce qu'un parti comme le MR peut ou devrait faire en présentant un modèle écolibéral.

Le développement spatial apporte un certain nombre de retombées technologiques pour les besoins sur terre.

→ Comblent le fossé numérique pour assurer la connectivité n'importe où dans le monde.

Les systèmes de communications par satellite, en particulier la variété numérique, sont sans aucun doute la meilleure solution pour répondre aux exigences d'un marché en évolution rapide et extrêmement concurrentiel.

→ Thales Alenia Space fournit des systèmes de télécommunications militaires depuis plus de 40 ans maintenant (télécommunications de défense, d'instruments optiques ou radars à très haute résolution, de systèmes de contrôle au sol et de centres de test et d'intégration.)

→ Surveillance environnementale et satellites météorologiques.

En fournissant aux experts des informations sur la météo, le climat et l'état de notre planète, ces derniers peuvent se préparer aux tempêtes, comprendre l'impact du changement climatique, élaborer des plans pour optimiser l'utilisation des ressources naturelles et protéger les populations à risque - tout en permettant un développement durable.

→ Explorer le système solaire et comprendre l'univers.

Thales Alenia Space est un partenaire majeur des missions spatiales de l'Europe à travers le système solaire.

→ Avec des programmes tels que EGNOS et Galileo, Thales Alenia Space est à l'avant-garde des systèmes de navigation par satellite en Europe.

### La durabilité chez Thales Alenia Space

L'action en termes de durabilité chez Thales est assez classique et repose sur 3 piliers :

#### **1) L'impact environnemental direct, sur les émissions directes et sur l'activité opérationnelle propre.**

Thales essaie de mesurer au mieux cet impact direct en termes d'émissions. Sur base de ces 3 axes, Thales s'est fixé des objectifs de réduction à partir d'une base de référence comme étant celle de 2018. Cette réduction se base sur 3 jalons : un premier en 2023 (avec une réduction de 35% des émissions par rapport à 2018), un deuxième en 2030 et un troisième jalon en 2050 (avec l'objectif net 0).

Afin de poursuivre ces objectifs, Thales a lancé une série d'investissements, d'installations de panneaux solaires, de cogénération ce qui a permis de réduire de 15% les émissions directes en peu de temps. Ensuite, l'entreprise travaille maintenant sur son process industriel, en optimisant ses outils de production afin de les rendre les moins énergivores possibles. Thales cherche également à verdir son parc auto (ce qui représente 15 à 20% des émissions), et précise même que le système des véhicules de société en Belgique pousse les entreprises à jouer le jeu d'un système où la voiture est un élément important de la rémunération au risque d'être moins attractif. Ce régime est alors une fausse bonne idée (via le parc automobile plus vert) car les véhicules hybrides apparaissent comme plus polluants que leurs homologues thermiques. Ainsi, préconise de sortir la voiture du système de rémunération afin d'aider finalement les entreprises à réduire leur empreinte carbone.

#### **2) Comprendre et agir sur les produits en ayant une approche sur le cycle de vie des produits, y compris sur la partie en amont, celle qui vient des fournisseurs, et sur la partie en aval, qui comprend l'utilisation des produits.**

Ce pilier est moins facile à quantifier. C'est la mesure, la compréhension de l'empreinte carbone, de l'empreinte environnementale des produits sur l'ensemble du cycle de vie. « Aujourd'hui, on estime qu'un équipement typique que nous développons et produisons a une empreinte carbone en cycle de vie, de l'ordre de 150 tonnes de CO2 dont 25 tonnes d'émissions directes et 125 qui sont des émissions sur l'ensemble du cycle de vie. »

Une fois l'empreinte carbone du produit mesurée, il faut comprendre les leviers en termes de développement et de design qui vont permettre d'agir sur cette empreinte carbone. Donc quand on lance un satellite, sachant que chaque kilo envoyé en orbite génère 5 tonnes de CO2, Thales cherche donc à réduire au maximum la masse de ses produits afin de réduire la quantité de CO2 nécessaire à la mise en orbite.

La difficulté rencontrée ici est la disposition du client à payer plus pour des produits ayant un impact moindre. Force est de constater qu'aujourd'hui ces agences spatiales, ces

gouvernements, n'exigent pas dans leurs achats d'avoir une réduction des émissions liées au produits.

Dans ce travail sur les produits, Thales travaille également de plus en plus étroitement avec ses fournisseurs, et ils commencent à intégrer des critères environnementaux dans leurs appels d'offres.

### **3) Comment avoir une activité, un business qui soit lui-même durable et qui ait un impact global le plus positif possible.**

Comment peut-on construire des systèmes spatiaux plus durables à l'avenir ? Avec plus de de circularité ?

Un des axes, par exemple de ce travail est d'augmenter la durée de vie des systèmes, puisque si on garantit que les systèmes peuvent avoir une durée de vie supérieure, on n'aura pas besoin de les remplacer aussi fréquemment et donc on n'a pas besoin de renvoyer par les lanceurs aussi fréquemment.

L'objectif, c'est évidemment de faire aussi de cette durabilité un avantage compétitif.

## **4. Le Modèle écolibéral**

Il y a aujourd'hui un socle commun qu'on partage entre acteurs économiques et politiques qui existe au sujet du problème environnemental. Il y a un besoin urgent de partager le même diagnostic, la même urgence et la même priorité.

Ensuite, il faut reconnaître que cette crise n'est pas un épiphénomène, on ne peut la traiter de manière rapide et cela nécessite un profond changement du système en place, de modifier le fonctionnement de nos économies et de nos modes de vies, ce qui ne se fera pas sans efforts. Il ne s'agit pas pour autant de se complaire dans un dolorisme ou dans un sentiment qu'on est condamné à perdre du confort, à perdre du niveau de vie, à aller dans une logique négative mais il y a quand même une notion de changement, de transformation qui va de pair avec des efforts qui toucheront nos modes de vie personnels, mais aussi collectifs.

Le 3ème élément a trait à l'innovation. L'innovation technologique est une partie importante de la solution, même si elle ne pourra résoudre 100% du problème ou qu'elle ne suffira pas à le résoudre à temps.

De plus, et c'est une pensée partagée par beaucoup d'entreprises, les entreprises seules peuvent faire beaucoup et il est possible de faire beaucoup de choses sans devoir légiférer. Néanmoins, les entreprises atteignent maintenant une limite dans ce cadre et il est important que l'État redéfinisse de nouvelles règles du jeu afin d'orienter ces entreprises pour ensuite laisser le marché soumis à ces nouvelles règles se réguler tout seul. Il faut intégrer la contrainte carbone dans le capitalisme, le capitalisme pourra ainsi constituer un moteur à la transition.

Le capitalisme et l'esprit d'entreprendre doivent être vus comme la solution et non comme le problème. L'histoire ayant par ailleurs démontré que le capitalisme est le moteur le plus puissant de création de valeur d'actions humaines et de progrès.



L'éco-libéralisme doit donc, tout en reconnaissant le besoin de définir le cadre et donc d'intervention de l'État, réduire cette intervention au strict nécessaire, et donc s'assurer que l'État définisse les règles du jeu, donne les bonnes règles, mais sans aller vers ce qui pourrait être une nationalisation de l'économie. Voici 3 exemples de ce que pourrait être l'écolibéralisme :

*La première étape* est de se demander comment mettre aujourd'hui l'enjeu de la lutte climatique au cœur des décisions des entreprises. Pour créer un système qui internalise pour toutes les entreprises le coût des externalités négatives liées au carbone, on pourrait favoriser un mécanisme de marché permettant d'internaliser ces coûts. Il faut réfléchir sur la comptabilité écologique, en comptant l'apport de la nature et du travail sur les résultats de l'entreprise.

*La deuxième étape* consiste à placer l'enjeu de la lutte climatique au cœur des décisions des entreprises en termes de compétitivité. La transition écologique est une opportunité aussi en termes de business et donc l'objectif doit être de développer des acteurs en Belgique qui puissent prendre un leadership économique sur ces activités liées à la transition. Il faut pour cela avoir une énergie décarbonée mais également compétitive grâce à un mix énergétique fait de nucléaire et de renouvelable. Ensuite, il faudrait également pouvoir protéger les entreprises européennes des entreprises ne respectant pas les mêmes règles du jeu, le libre-échange trouvant ainsi sa limite à un cadre commun, partagé.

*La troisième étape* consiste à faire confiance à l'ensemble des acteurs économiques, à commencer par les consommateurs et sur les choix éclairés qu'ils peuvent faire. Mais pour cela, il faut leur en donner les moyens, il faut éclairer le libre arbitre par les bonnes informations, le libre arbitre ayant son importance dans la lutte pour un bien commun. En effet, aujourd'hui on souffre de cette difficulté d'avoir un accès systématique à l'information au sujet de l'empreinte carbone des produits vendus dans l'UE, et en résolvant cet accès à l'information on offrirait aux différents acteurs la possibilité de prendre les bonnes décisions afin de lutter efficacement contre la crise climatique.

### Questions et Conclusion des intervenants

- Au niveau de la chaîne de valeur, quel est l'impact ? arrivez-vous à le quantifier, à le mesurer voire à le qualifier ? Comment décide-t-on d'avoir un impact positif ? Avez-vous constaté que vous perdiez des fournisseurs, des PPE ou PME qui ne sont pas forcément équipés pour faire face à ces défis, notamment face à la charge administrative importante que peut susciter ce changement de politique ? Arrivez-vous à imposer votre transition ? Pensez-vous que c'est juste de le faire, y a-t-il une période de transition ? Arrivez-vous à créer de la valeur, est-ce que vos investissements vous permettent de faire des économies d'échelle ?
- Au sujet de la croissance, qui risque de provoquer un désastre environnemental, et de la décroissance qui pourrait provoquer un désastre social, à travers 2030 y a-t-il une

réflexion sur le niveau de croissance qui permettrait à la fois cette transition sur le plan de l'entreprise et sur le plan de l'emploi, du développement ?

- Au sujet de l'internalisation des externalités négatives, pensez-vous que cette internalisation soit réaliste et pensez-vous que cette réalité soit acceptable pour les entreprises ? Pensez-vous que pour nous en tant que Parti libéral, cela ne soit pas suicidaire de porter ce type de message ?
- Ma question se limitera à la bonne compréhension de certains points abordés. Afin de faire face à l'écosocialisme vous préconisez un modèle écolibéral où sur la pénalisation des produits, l'État et les pouvoirs publics doivent montrer l'exemple. La cohérence des mesures prises par l'État afin d'éviter les fausses bonnes idées, l'information au consommateur sur le CO2 qui a été nécessaire à la conception du produit et l'intégration des externalités dans les prix doit être accompagné d'une énergie « bon marché » afin que cela fonctionne ?

**R :** Pour répondre de manière globale aux différents points qui ont, je pense, une certaine importance, il y a un point d'attention qui est sur le coût administratif de tout ce qu'on va faire et ça je pense que à juste titre il s'agit d'une source de préoccupation, que je partage. Il y a un risque d'usine à gaz et donc il faut qu'on arrive à définir effectivement des modes afin d'internaliser les externalités sans que ça crée une charge administrative trop importante. Pour autant je pense que le sujet est tellement central qu'il faut l'attaquer de front et trouver la bonne manière de déployer ça, en restant le plus léger possible et en limitant l'intervention le plus possible pour définir le cadre, mais qu'en même temps on ne peut pas renoncer à traiter ce sujet par peur de la contrainte administrative.

Par ailleurs, 2e élément de réponse, il est clair que pour des petits acteurs, des petites entreprises, ça peut être vécu comme une contrainte difficilement acceptable et qu'il y a probablement un support à apporter pour aider les entreprises à justement faire ce pas pour mesurer leur impact carbone.

3e réflexion, c'est qu'en réalité il y aura un effet boule de neige positif. Aujourd'hui, une grosse partie de la difficulté, c'est que quand une entreprise cherche à faire son empreinte carbone et qu'elle s'adresse à des fournisseurs qui eux, ne l'ont pas fait et bien elle doit faire le travail à la place de ces fournisseurs ou pousser ses fournisseurs à le faire. A partir du moment où tout le monde le fait, où tous les fournisseurs le font, il y a déjà la moitié du travail qui est fait et à partir du moment où les clients aussi sont dans cette démarche, on a finalement beaucoup plus d'informations sur l'empreinte de ces produits.

Donc il y a une je pense une spirale positive qui peut s'enclencher à partir du moment où toute une chaîne de valeurs rentre dans cette logique où finalement les informations peuvent circuler de manière beaucoup plus fluide avec peut-être justement une logique de réglementation qui peut pousser ou obliger à cette fluidification des informations avec aussi des règles ou des méthodologies standardisées qui permettent de passer moins de temps à essayer de comprendre les données parce qu'elles sont partagées sur des bases communes. Donc c'est ce que je voulais dire quand je disais que si on définit ces règles du jeu communes,

on peut mieux faciliter la mesure de cet impact carbone, et donc cette internalisation de la contrainte carbone. Cette internalisation serait la bienvenue parce qu'elle permet justement aux entreprises qui souhaitent avancer, de le faire sans se tirer une balle dans le pied par rapport à une concurrence qui ne le ferait pas. Ainsi, de la même manière que quand on définit des règles du jeu en termes de respect, de la sécurité pour les entreprises vous dire aujourd'hui c'est intégré dans l'ADN des sociétés. Il est clair qu'aucune entreprise ne se poserait la question, en tout cas dans notre pays, de mettre en danger ses salariés pour augmenter son profit. Il faut qu'il en devienne de même pour les contraintes environnementales, que ça devienne quelque chose qui fasse partie du cadre et dans lequel s'exerce l'optimisation du profit.

Au sujet de l'inflation et de l'augmentation des prix je pense qu'il y a là aussi une crainte qui peut être légitime et qui ne doit pas bloquer l'action. Je pense qu'il faut qu'on accepte, qu'il y a un coût à la transition et que ce coût va de facto se traduire par une augmentation de prix de toute une série de choses. Aujourd'hui, on vit dans une économie où les prix, sur toute une série d'articles, ont été tirés artificiellement vers le bas par de l'énergie bon marché et qu'il faut qu'on accepte que les produits retrouvent un niveau de prix plus élevé, mais en tenant compte de cette internalisation de la contrainte environnementale. Il paraît évident que la puissance publique montre l'exemple en acceptant de payer plus pour ses propres achats. Sans attendre nécessairement le Big Bang qui permettra de trouver un accord au niveau européen pour avoir ce système global. Cette comptabilité environnementale globale, c'est déjà un premier levier très puissant.

Au sujet de la croissance, il faut distinguer 2 échelles, au niveau de l'entreprise on peut vraiment avoir comme stratégie de trouver des solutions qui sont nécessaires pour la transition vers des solutions durables et donc avoir une croissance d'une entreprise qui profite, mais au sens noble du terme, je dirais de cette vague de la transition pour proposer des solutions, des produits qui soient essentiels et au cœur de ce qu'on doit faire pour atteindre nos objectifs au niveau global. Il est impossible à l'heure actuelle de dire qu'on pourra continuer à croître pendant les 20 prochaines années tout en résorbant nos émissions carbone. Sachant que la technologie ne résoudra pas à court terme tous les défis qui se posent, il est important de stabiliser l'économie en espérant trouver cette solution qui permettra une croissance verte, au risque de se voir contraint à une certaine décroissance<sup>1</sup>.

**R :** Chez IBA, sachant que l'on travaille principalement avec des fournisseurs à l'échelon local, on sélectionne certains fournisseurs clés avec lesquels on peut justement commencer une certaine transition avant d'ensuite essayer d'accompagner au maximum les petits fournisseurs. La volonté n'est vraiment pas de couler nos fournisseurs, on a besoin d'eux et ils ont besoin de nous, il faut travailler de concert.

---

<sup>1</sup> *Remarque :* La BNB estime, à 10-15 points du PIB minimum, le coût de la transition climatique.

Au sujet de la croissance, il est important de savoir de quelle croissance on parle. Il y a des choses qui vont croître (en apportant des solutions aux besoins humains par exemple) et d'autres qui vont décroître. Il faut accepter que des choses vont disparaître et que cela va faire mal, la question est de savoir comment, au niveau politique, on va accompagner ces secteurs dans cette transition. Au sujet des défenseurs de la décroissance, le problème est qu'ils sont devenus aussi dogmatiques que les défenseurs de la croissance à outrance. Au niveau global il va falloir travailler sur des répartitions de la valeur sans pour autant augmenter indéfiniment la taille du gâteau.